

SOCIAL ECONOMY INTERGROUP PUBLIC HEARING

« VERS UN PLAN D'ACTION EUROPEEN POUR L'ECONOMIE SOCIALE »

28, septembre 2016
Parlement Européen (JAN 4Q2), Bruxelles

L'Intergroupe sur l'Économie sociale s'est réuni le mercredi 28 septembre 2016 pour débattre sur une question d'actualité au niveau européen : vers un Plan d'action européen pour l'économie sociale.

PROGRAMME

13h00-13h20. Session d'ouverture

- **Jens NILSSON**, Député européen (S&D, SE), Co-président de l'Intergroupe sur l'économie sociale
- **Ardalan SHEKARABI**, Ministre de l'Administration Publique de Suède

13h20-14h30. Table-ronde

Modérateur : Jens NILSSON

- **Nadine MULLER**, Responsable du Département Économie sociale & Solidaire au Ministère du Travail, l'Emploi, et de l'Économie sociale et Solidaire du Luxembourg
- **Un représentant de Branislav ONDRUŠ**, Secrétaire d'État du Ministre du Travail, Affaires Sociales et de la Famille, de Slovaquie
- **Slawomir TOKARSKI**, Directrice pour l'Innovation et Fabrication de pointe, Industrie, Entrepreneuriat, et SME à la Commission Européenne
- **Juan Antonio PEDREÑO**, Président de Social Economy Europe
- **Ariane RODERT**, Vice-Présidente du Groupe III du CESE

14h30-14h50. Questions / réponses

13h50-15h00. Conclusions

- **Sven GIEGOLD**, Député européen (Les Verts/Alliance Libre, DE) Co-Président de l'Intergroupe sur l'Économie sociale

SESSION D'OUVERTURE

D'intenses travaux de la Présidence luxembourgeoise ont mené à d'importantes décisions au niveau de l'ESS dont la Déclaration de Luxembourg et les conclusions du Conseil sur l'ESS en décembre 2015.

Durant l'été 2016, une lettre ouverte au Président de la Commission européenne a demandé officiellement à M. Jean-Claude Juncker d'intégrer dans le Programme de Travail 2017 un Plan d'Action sur l'économie sociale et les entreprises sociales afin de renforcer le support de l'Union européenne envers l'économie sociale et les entreprises sociales.

Le Ministre suédois Shekarabi, s'est exprimé en faveur de travaux sur l'économie sociale. Le Ministère de l'Administration Publique gère aussi les achats publics qui peuvent être des outils pour l'économie sociale. Dans le cadre de ces achats publics, le gouvernement suédois soutient des partenariats avec le secteur non-lucratif.

La Suède prévoit d'aider les autorités contractantes à la promotion du secteur de l'ESS. Il est prévu de mettre en œuvre, la « *National Agency for Public Procurement* », en aidant les différentes instances. Elle soutient tous les groupes, ainsi que les différentes agences nationales qui ont besoin d'un plan stratégique. Celui-ci serait d'utiliser les entreprises sociales et par conséquent de créer du dialogue sur le social avec les contractants. La solution alternative des achats publics se trouve dans le partenariat public avec le non lucratif. Ce modèle qui existe déjà au niveau local et des municipalités serait un modèle pour créer la coopération avec le secteur de l'ESS.

TABLE-RONDE : VERS UN PLAN D'ACTION POUR L'ECONOMIE SOCIALE

Nadine Muller, revient sur le chemin entrepris par le Luxembourg mais aussi par les autres États européens. Ainsi la France s'est lancée dans l'initiative « **Scale Me Up** », pour encourager la formalisation de partenariats bilatéraux entre entreprises de l'ESS, ainsi que des initiatives d'essaimage. À ce jour, ce sont 140 projets déposés et 5 finalistes sélectionnés qui feront partie intégrante de la semaine d'accélération prévue en Novembre 2016. Des collaborations entre entreprises classiques et entreprises sociales doivent voir le jour. Ces initiatives sont une bonne base pour la création d'un Plan d'Action, mais selon Nadine Muller il reste plusieurs éléments à définir :

- Quelles données utiliser ? De quoi parle-t-on ? Qu'est-ce que l'ESS ? Il faut encourager les projets pilotes. Fin novembre il se tiendra une conférence sur l'impact du tiers secteur.

Par ailleurs, les comptes satellites doivent permettre de fournir des données afin de mener des comparaisons fiables entre les pays membres.

L'économie sociale est très récente en **Slovaquie**, et encore peu développée. Il faut instaurer un système de soutien et d'apprentissage qui donne à l'ESS un aspect durable via des prêts et des subventions. La Slovaquie s'intéresse de près au développement des start-ups et lui cherche un environnement favorable. Cela permettrait de combattre un chômage structurel élevé. Mais il faudrait que cela s'accompagne d'instruments financiers responsables et d'outils pertinents pour les besoins du secteur. Cela pourrait convaincre les autorités de soutenir les entreprises sociales.

En 2017, sera votée une loi encadrant l'économie sociale. La Slovaquie organise un évènement majeur à Bratislava : « *L'économie sociale comme vecteur de développement d'emploi au niveau régional* » les 30 novembre et 1^{er} décembre 2016.

Slawomir Tokarski, explique qu'il existe déjà une « **Plateforme Smart Strategy** » qui a mené les différentes régions à collaborer autour du thème de l'économie sociale. Face aux crises actuelles, on a besoin de nouveaux modèles économiques et de conscience sociale. L'économie sociale a démontré qu'elle était en mesure d'être résiliente face à la crise en créant des emplois, et en assurant une existence durable face aux entreprises classiques, mais surtout de l'innovation. C'est pourquoi un Plan d'Action doit :

- S'assurer que la Commission conserve l'économie sociale dans son agenda et mette en valeur certains sujets spécifiques dont les coopératives. Il faut continuer à travailler autour de certains projets pilotes comme le transfert de connaissances et la promotion du modèle coopératif.
- Avoir des politiques porteuses pour l'économie sociale avec des cadres porteurs. Il faut disséminer les bonnes pratiques observées et inclure les entreprises sociales dans le processus décisionnel.
- Aider les pays à se rendre compte du potentiel de l'économie sociale, via les programmes d'Agenda 2030 ou alors par les groupes d'experts comme le GECES (Groupe d'experts de la Commission européenne sur l'entrepreneuriat social).

Juan Antonio Pedreno, exprime sa volonté de voir un Plan d'Action en faveur de l'ESS inclus dans la feuille de route de M. Juncker pour 2017. Les entreprises sociales représentent un secteur important et innovant. Ces entreprises sont riches de leur diversité et sont moteurs de changements face aux défis rencontrés par l'Union européenne. A travers un environnement adapté, il faudrait que les pouvoirs publics soutiennent des partenariats entre les entreprises classiques et les entreprises sociales.

Certaines réunions de haut niveau ont déjà eu lieu dont l'initiative Scale Me Up. Le 3 mai dernier, le Parlement a adopté sa Stratégie du marché unique avec des mentions liées à la croissance accélérée du secteur de l'économie sociale. La Lettre ouverte à Juncker de l'été 2016 demandait déjà un Plan d'Action. Le 16 septembre dernier à Bratislava, une feuille de route mettait en évidence les perspectives pour les jeunes. **Social Economy Europe** soutient un Plan d'Action au niveau européen pour tous les États membres. Il faudrait les inciter à adopter des cadres juridiques dans le respect des formats spécifiques d'entreprises en Europe. L'économie sociale est primordiale pour le maintien de l'emploi, le soutien aux PME, la lutte contre l'exclusion, et un développement durable et inclusif.

Ariane Rodert, représentante du Comité économique et social européen (**CESE**), constate que les entreprises sociales sont une opportunité à saisir. Le 1^{er} juillet dernier, lors d'une journée sur les entreprises sociales, il était mis en avant qu'il fallait passer « *des mots à l'action* ». Le potentiel de l'économie sociale doit être diffusé auprès des États membres. Le CESE a soutenu l'économie sociale via la création d'un espace favorable dès 2010. Elle permet de résoudre les inégalités croissantes entre les citoyens de l'Union européenne. Il faut rendre ces organisations visibles et durables, c'est à l'Union européenne de s'en occuper. Des initiatives innovantes apparaissent, par exemple avec les populations réfugiées. Des instruments captant l'innovation doivent être développés. Le 28 juin 2017 se tiendra normalement la prochaine réunion importante du CESE sur l'économie sociale. Il faudra aussi mettre à jour les études sur l'économie sociale en Europe avec des données statistiques pertinentes.

CONCLUSIONS

Les discours, indiquent bien la nécessité d'un Plan d'Action pour l'économie sociale en 2017. Il faut garder une ligne claire et assurer la continuité entre les présidences. Car dans l'innovation sociale naît l'innovation politique.